



Circulaire du 24 septembre 2009

Date d'application : **immédiate**

DIRECTION DES AFFAIRES CRIMINELLES ET DES GRACES
SOUS-DIRECTION DE LA JUSTICE PENALE GENERALE

Le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Libertés

à

Pour attribution

Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel

Mesdames et Messieurs les procureurs de la République
près les tribunaux de grande instance

- N° NOR** : NOR JUS D0922277C
- N° Circulaire** : CRIM 09 – 10/E1 – 24/09/2009
- Références** : circulaire du 26 juin 1996 relative à la gestion des crises urbaines, circulaire du 9 mai 2001 relative à l'action publique et à la sécurité ; décret n° 2002-999 du 17 juillet 2002 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention de la délinquance ; décret n°2006-665 du 7 juillet 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ; loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ; circulaire du 7 septembre 2009 relative aux états-majors de sécurité.
- Mots clés** : comités départementaux de sécurité, politique départementale de prévention de la délinquance, états-majors de sécurité, unités territoriales de quartier, groupes locaux de traitement de la délinquance, violences urbaines, quartiers sensibles.
- Titre détaillé** : circulaire relative au fonctionnement des états-majors de sécurité et aux unités territoriales de quartier.
- Publiée** : Bulletin Officiel ; INTRANET DACG. ; WEB JUSTICE.

Modalités de diffusion

diffusion aux procureurs généraux, et, par l'intermédiaire de ceux-ci,
aux magistrats du parquet et du siège.

Dans le prolongement de la circulaire du 7 septembre 2009 relative aux états-majors de sécurité, il est apparu nécessaire de préciser la participation qui doit être celle des procureurs de la République dans le fonctionnement de ce nouvel organe opérationnel, adossé au comité départemental de sécurité.

De par leurs missions et leur fonctionnement, les états-majors de sécurité vont en-effet permettre aux procureurs de la République de participer, en concertation avec le préfet, à l'élaboration des priorités d'action de la police et de la gendarmerie sur leur ressort et à la définition des moyens mis en œuvre, qu'il s'agisse de cibler cette action sur certains territoires ou sur certaines infractions, dans un laps de temps déterminé.

Ainsi le procureur de la République doit prendre toute sa place, au plan départemental, dans la conception de la politique de sécurité publique.

L'établissement d'une véritable stratégie judiciaire doit aussi favoriser l'utilisation des services de police et de gendarmerie au mieux de leurs capacités, dans la lutte contre la délinquance menée sur un ressort donné.

Pour ce faire, les procureurs de la République pourront initier la réunion mensuelle et effective des états-majors de sécurité.

Dans un souci de cohérence et d'efficacité de la stratégie judiciaire, il conviendra, dans les départements comprenant plusieurs parquets, que les procureurs de la République, sous l'autorité du procureur général, s'accordent au préalable sur les actions qu'ils souhaitent voir arrêtées au sein des états-majors de sécurité.

Les procureurs de la République devront également, au préalable et en concertation avec les préfets, établir un ordre du jour et communiquer celui-ci à l'avance à l'ensemble des participants à la réunion de l'état-major de sécurité laquelle pourra se tenir alternativement à la préfecture ou au tribunal de grande instance. Dans les départements comprenant plusieurs parquets, cette réunion pourra avoir lieu au tribunal de grande instance dont le procureur de la République aura été désigné par le procureur général en qualité de coprésident de l'état-major de sécurité, étant rappelé que les autres procureurs de la République sont membres de droit de l'état-major de sécurité.

De même, les documents préparatoires à ces réunions, contenant les éléments d'analyse des phénomènes de délinquance les plus saillants et les données chiffrées sur l'activité des services de police, de gendarmerie et de la Justice, élaborés par chacun des participants, devront également être échangés à l'avance afin d'assurer un niveau d'information équivalent entre les participants.

Les actions décidées au sein des états-majors de sécurité devront systématiquement, à l'issue du délai fixé pour leur mise en œuvre, faire l'objet d'une évaluation.

Ayant préalablement défini les priorités d'actions des services de police et de gendarmerie sur leur ressort, les parquets devront en tirer toutes conséquences, dans l'établissement de leur politique pénale, qu'il s'agisse notamment des réponses judiciaires à donner ou de l'utilisation prioritaire des frais de justice.

Par ailleurs, comme l'a souligné le président de la République dans son discours du 28 mai 2009, une attention particulière doit être portée à la lutte contre la délinquance dans les quartiers sensibles, dont l'efficacité résulte nécessairement des actions coordonnées des services de police sur le terrain et du procureur de la République par une politique d'action publique ciblée.

A cet égard, les Unités Territoriales de Quartier (UTeQ) créées à la suite du plan de cohésion pour la Seine Saint Denis, annoncé par le ministre de l'Intérieur, le 14 janvier 2008, constituent l'un de ces moyens.

Les UTeQ ont en effet pour objectif, sur un territoire choisi pour sa sensibilité à la délinquance et aux violences urbaines, de rechercher le renseignement opérationnel, établir un partenariat opérationnel et développer un lien de confiance entre la police et la population. Pour répondre à ces missions, ces unités doivent manifester une présence visible et dissuasive dans les quartiers ciblés et assurer un contact avec les populations résidentes.

Les missions dévolues à ces nouvelles unités découlent de ces objectifs.

Prioritairement, les fonctionnaires de police affectés aux UTeQ manifestent tout d'abord une présence constante, visible et dissuasive dans les quartiers visés, améliorent la connaissance de ces quartiers et assurent le contact avec les populations résidentes.

Elles contribuent au développement d'un lien de confiance avec la population, dont la lutte contre les faits de délinquance, de violences et des divers trafics constitue le préalable nécessaire.

Les fonctionnaires des UTeQ contribuent également, en renfort des autres unités de police, à l'identification et à l'interpellation des auteurs d'infraction. L'objectif spécifique est ici de discriminer dans chaque territoire «les noyaux durs» de la délinquance. Le renseignement opérationnel, notamment de nature judiciaire, est recherché dans tous ses aspects.

A cet effet, la constitution d'un partenariat opérationnel entre les différents services de police doit permettre d'optimiser cette mission, dans la mesure où les renseignements obtenus par les UTeQ sont utilisés par les services en charge des enquêtes judiciaires. Néanmoins, afin de préserver leur capacité opérationnelle, les fonctionnaires des UTeQ ne peuvent être chargés du traitement des procédures judiciaires ou administratives.

Les fonctionnaires des UteQ peuvent par ailleurs rendre le service d'informations générales destinataire des renseignements recueillis n'ayant pas de caractère judiciaire.

Ils doivent enfin prévenir la commission des infractions et apporter des réponses immédiates à certaines situations, le cas échéant en liaison ou avec le renfort adapté des autres unités disponibles y compris la compagnie de sécurisation. Il s'agit notamment pour eux de participer aux opérations de police secours, aux contrôles d'identité ciblés et judiciaires ainsi qu'à la sécurisation des halls d'immeubles.

Vous trouverez en annexe, de la présente circulaire la liste des quartiers où des Unités Territoriales de Quartier ont été créées ou le seront, d'ici la fin de l'année 2009.

Il peut être utile de présenter précisément le contenu de ce dispositif à l'ensemble des magistrats du parquet pour qu'ils en connaissent parfaitement les contours et les enjeux.

Afin d'assurer une véritable continuité de la chaîne pénale et de s'attacher, à l'égard des infractions caractérisées dans les quartiers concernés, à généraliser et à intensifier la réponse pénale vous voudrez bien apporter un soin tout particulier à la répression des actes de violences contre les fonctionnaires de police et des incendies de véhicules.

Il convient ensuite d'assurer un suivi tant de l'évolution de la situation sur le quartier concerné que des réponses pénales apportées.

Ce suivi peut être assuré de deux façons:

- soit par la création d'une cellule de veille, animée par un magistrat référent du parquet
- soit par la création d'un groupe local de traitement de la délinquance quand le niveau de la délinquance urbaine ou les trafics le justifient. Le travail d'identification du "noyau dur" de la délinquance, le traitement judiciaire des multi-réitérants et récidivistes, et la recherche de renseignements effectués par les fonctionnaires des UTeQ étant de nature à atteindre les objectifs assignés aux GLTD, à savoir notamment renforcer l'efficacité de la réponse pénale et améliorer la sécurité dans le quartier considéré.

De même, le suivi et l'évaluation des procédures judiciaires initiées dans ce cadre pourront utilement nourrir les travaux des états-majors de sécurité.

Enfin, la crédibilité des réponses judiciaires suppose que les décisions de justice intervenues soient exécutées dans les meilleurs délais.

Je vous saurais gré de bien vouloir me rendre compte de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans l'exécution de ces directives de politique pénale.

Le Directeur des affaires criminelles et des grâces,

Jean-Marie HUET

A l'heure actuelle, **24 UTeQ ont été créées. Il y en aura 50 avant la fin de l'année 2009 et 100 avant la fin de l'année 2010.**

1) les UTeQ existantes :

- SEINE SAINT DENIS (93) : 3 UTeQ situées à La Courneuve (quartier des 4.000), Saint-Denis (quartier du Franc-Moisin) et Clichy-Montfermeil (quartier le Chêne Pointu) opérationnelles depuis le 28 mars 2008.
- BOUCHES DU RHONE (13) : 2 UTeQ à Marseille (Cayolle opérationnelle depuis le 22 septembre 2008 et Félix Piat opérationnelle depuis le 29 septembre 2008).
- HAUTE-GARONNE (31) : 3 UTeQ à Toulouse (le Mirail, Bellefontaine et Bagatelle) opérationnelles depuis le 22 septembre 2008.
- ALPES-MARITIMES (06) : 1 UTeQ à Nice (quartier des Moulins) opérationnelle depuis le 2 juin 2009.
- ISERE (38) : 1 UTeQ à Grenoble (La Villeneuve) opérationnelle depuis le 2 juin 2009.
- LOIRET (45) : 1 UTeQ à Orléans (Argonne) opérationnelle depuis le 1^{er} juin 2009.
- NORD (59) : 1 UTeQ à Lille (quartier Lille sud) opérationnelle depuis le 2 juin 2009.
- BAS RHIN (67) : 2 UTeQ à Strasbourg (quartiers de HautePierre et Cronembourg) opérationnelles depuis le 2 juin 2009.
- SEINE MARITIME (76) : 1 UTeQ à Rouen (les Hauts de Rouen) opérationnelle depuis le 1^{er} juin 2009.
- YVELINES (78) : 2 UTeQ à Mantes La Jolie (Val Fourré) et à Sartrouville (cité des Indes) opérationnelles depuis le 1^{er} juin 2009.
- ESSONNE (91) : 1 UTeQ à Corbeil (quartier des tarterêts) opérationnelle depuis le 2 juin 2009.
- VAL D'OISE (95) : 2 UTeQ à Sarcelles (Villiers le Bel) et à Cergy (quartier saint Christophe) opérationnelles depuis le 2 juin 2009.
- 2 UTeQ dans les HAUTS DE SEINE à Nanterre (Pablo Picasso) et Clichy la Garenne (Sanzillon) opérationnelle depuis le 11 juin.
- 1 UTeQ en SEINE ET MARNE à Combs la Ville (La Therouanne-Teau-Les Aulnes) opérationnelle depuis le 15 juin.
- 1 UTeQ dans le VAL DE MARNE à Orly (quartier les Aviateurs et Navigateurs) opérationnelle depuis mi-juin 2009.

2) les autres UTeQ en cours de création au titre de l'année 2009 (26 UTeQ réparties dans 21 départements) :

Au 2nd semestre 2009 (1^{er} septembre), 11 UTeQ réparties sur 8 départements :

- COTE D'OR (21) : 1 UTeQ à Dijon (Les Grésilles),
- GIRONDE (33) : 2 UTeQ à Bordeaux et Cenon,
- HERAULT (34) : 1 UTeQ à Montpellier (quartier de la Mosson – la Paillade),
- ILLE ET VILAINE (35) : 1 UTeQ à Rennes (Centre Ville),
- MOSELLE (57) : 1 UTeQ à Metz (quartier Borny Bellecroix),
- NORD (59) : 2 UTeQ à Roubaix (Les Trois Ponts) et Tourcoing (La Bourgogne),
- RHONE (69) : 2 UTeQ à Vénissieux (Minguettes) et Vaux en Velin (Mas du Taureau),
- SEINE ET MARNE (77) : 1 UTeQ à Meaux.

Pour la fin de l'année : 15 UTeQ réparties sur 13 départements :

- EURE ET LOIR (28) : 1 UTeQ à Dreux (quartier les Oriels-les-Bâtes),
- GARD (30) : 1 UTeQ à Nîmes (Quartier Valdegour Pissevin),
- MARNE (51) : 1 UTeQ à Reims (Quartier Croix Rouge-Wilson),
- HAUTE MARNE (52) : 1 UTeQ à Saint Dizier (Quartier le Vert Bois),
- OISE (60) : 1 UTeQ à Creil (Quartier des Hauts de Creil),
- PYR ATLANTIQUES (64) : 1 UTeQ à Pau (Quartier de l'Ousse des Bois),
- PYR ORIENTALES (66) : 1 UTeQ à Perpignan (centre ville),
- SEINE MARITIME (76) : 1 UTeQ au Havre (Quartier de Caucriauville),
- SOMME (80) : 1 UTeQ à Amiens (Quartier du Pigeonnier),
- VAUCLUSE (84) : 1 UTeQ à Avignon (Quartier Nord),
- VIENNE (86) : 1 UTeQ à Poitiers (quartier Est),
- ESSONNE (91) : 1 UTeQ à Grigny (Cité la Grande Borne).
- SEINE ST DENIS (93) : 3 UTeQ à Sevran (cité des Beaudottes), Aulnay sous Bois (cité de l'Europe) et Drancy (cité Gagarine).